11,

G. ZINOVIEV.



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



EDITIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
Pétrograd, Smolny, 62,—№ 22

Soldat, Marin, Ouvrier
Camarade Français!

L'Entente maintient depuis de longs mois, autour de la Russie révolutionnaire un blocus implacable qui a pour but de réduire par la famine et par l'isolement les ouvriers et les paysans socialistes russes.

Aucune nouvelle d'Europe ne peut nous parvenir directement. Et pendant qu'on nous calomnie quotidiennement dans toute la grande presse européenne, nous ne pouvons donner à l'étranger aucune information exacte sur ce que nous voulons, sur ce que nous faisons. Nous sommes baillonnés en présence de nos ennemis.

Si tu veux servir selon tes moyens la cause de la vérité, fais lire nos publications et ***fais-les parvenir dans ton pays*** *à tes amis, aux journaux, aux militants révolutionnaires.*

(RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LE CAM. G. ZINOVIEV AU 8e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE RUSSE, 1919).

Les premiers pas.

Camarades!

J'avais été chargé par le Comité Central de notre parti de publier les thèses relatives à la question de l'organisation de l'Internationale Communiste, alors que celle-ci n'existait pas encore. Nous en étions aux démarches préparatoires en vue du premier congrès qui eut lieu, comme vous le savez, en mars 1919. Maintenant, non seulement ce congrès s'est réuni, mais son organe exécutif s'est déjà constitué; il fonctionnera désormais en qualité d'organisation permanente, éditera une publication mensuelle, peut-être même bi-mensuelle, rédigée en trois langues et comprendra dans son sein les représentants des différents partis communistes.

Vous savez tous, camarades, que le mot d'ordre de la III-e Internationale, dont la popularité augmente chaque jour, a été lancé par notre parti, nous pouvons le dire avec fierté, il y a déjà cinq ans au moment, où ce parti se trouvait encore complètement isolé dans l'arène internationale.

Mais lancer un mot d'ordre n'est pas le réaliser.

En 1847-48, Marx et Engels avaient en somme effectivement proclamé la I-e Internationale, en inscrivant au bas de leur fameux manifeste les mots: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» et pourtant entre cette proclamation de la I-e Internationale et sa formation seize années se sont écoulées. La I-e Internationale n'a été fondée qu'en 1864. Il en est de même pour la III-e Internationale: 5 années se sont écoulées entre sa proclamation et sa réalisation. J'espère qu'il s'écoulera moins de temps entre la réalisation de la III-e Internationale, c'est-à-dire entre son organisation, et le triomphe complet de sa cause.

Proclamation de la III-e Internationale.

Lorsqu'en 1914 les premiers coups de feu furent échangés sur les champs de bataille, théâtres de la tuerie mondiale, notre parti, alors clandestin et proscrit, lança le mot d'ordre de la III-e Internationale, il n'y eut presque personne pour nous comprendre, dans l'arène internationale. D'autre part, tous les partis officiels nous critiquèrent de la façon la plus acerbe précisément à raison de ce mot d'ordre que nous venions de lancer.

Les coryphées de la social-démocratie officielle, tels que Kautsky, V. Adler, Vaillant et beaucoup d'autres, posèrent ainsi la question: «Sans doute, la II-e Internationale a subi un échec; sans doute, au moment où la guerre a

éclaté, elle n'a rien pu faire pour prévenir celle-ci ou l'arrêter. Mais au bout d'un certain temps, la guerre prendra fin, l'Internationale sera rétablie et sera sans aucun doute celle-là même qui existait avant la guerre. Il est donc absolument stérile de prendre les devants, de proclamer une nouvelle organisation quelconque.

Kautsky émit alors l'idée que l'Internationale était en général, selon l'expression dont il se servit, «un instrument approprié au temps de paix». Pendant la paix, l'existence d'une organisation internationale des ouvriers, réglant les rapports mutuels entre les divers partis, a sa raison d'être. Pendant la guerre, la lutte de classe doit cesser. Une fois la guerre terminée, l'Internationale reparaît et alors nous nous efforcerons d'oublier l'époque des graves malentendus qui nous séparèrent pour un temps. «Nous nous efforcerons d'être indulgents les uns envers les autres», selon les propres paroles de feu Victor Adler.

Comment notre petit groupe, qui avait alors émigré et se trouvait séparé du parti, eut-il la hardiesse de proclamer la III-e Internationale dès le mois d'août 1914, quand l'énorme majorité des partis ouvriers du monde entier portait timidement ses regards en arrière et que les masses ouvrières en général étaient entraînées par la vague du chauvinisme?

Ce fut parce que la période précédente de l'histoire du mouvement ouvrier international

nous avait convertis à cette idée déjà à la veille de la guerre et même longtemps avant que celle-ci eût commencé. Déjà, au dernier congrès international de Stuttgart, sept ans avant le commencement de la guerre impérialiste, deux courants essentiels s'étaient accusés nettement au sein de la social-démocratie, précisément sur la question de la guerre.

En 1907, au congrès international de Stuttgart, sur l'initiative d'une série de partis, la question de l'attitude des socialistes à l'égard de la politique coloniale avait été inscrite à l'ordre du jour. Cette question est une des plus importantes posées par l'impérialisme. Durant ces dix dernières années l'Europe a connu toute une série de guerres coloniales, qui ont servi de préface à la guerre impérialiste, déchaînée sur les peuples en 1914.

Dans quel sens s'est prononcée la II-e Internationale sur cette question de la politique coloniale ?

Les représentants des principaux partis, parmi lesquels les représentants de la social-démocratie allemande et surtout les représentants des unions professionnelles allemandes, les représentants du parti socialiste français, du parti italien des réformistes, de la majorité des partis hollandais, scandinave, belge, bref de tous les partis, dont la bourgeoisie possédait des colonies, proposèrent à la II-e Internationale de *reconnaître* la politique coloniale sous une forme ou sous une autre.

Nous savons qu'Edouard Bernstein, qui

était à cette époque le chef de la majorité de la social-démocratie allemande et avec lui, les représentants de l'opportunisme de tous les pays, posèrent ainsi la question: «Sans doute, la bourgeoisie pratique parfois dans les colonies une politique barbare et cruelle et il faut certainement la rappeler à l'ordre; il faut obtenir que la politique coloniale soit pratiquée sous une forme civilisée; il faut empêcher les cruautés sanglantes. Mais il ne peut être question de renoncer à cette politique! Elle doit être «reconnue». Et c'est alors que la lutte s'engagea au congrès international de Stuttgart. Les représentants du marxisme révolutionnaire, parmi lesquels se trouvait alors Kautsky, firent remarquer fort justement aux partisans du courant droitier que la question coloniale faisait partie de la question de la guerre mondiale à venir, et qu'admettre la politique coloniale, c'est-à-dire la politique bourgeoise dans la question coloniale, c'était par là même tendre la main à l'impérialisme.

Et ainsi, la II-e Internationale accepte de jouer le rôle d'instrument entre les mains des impérialistes.

La lutte fut extrêmement passionnée au congrès, surtout au sein de la commission. La II-e Internationale avait en effet la fâcheuse habitude de renvoyer à la commission les questions de principe tant soit peu sérieuses, de dérober ainsi leur discussion à la lumière, en ne la portant pas devant l'assemblée plénière, afin d'empêcher les ouvriers d'ap-

prendre les graves divergences de vues qui existaient dans son sein.

La question coloniale fut donc, elle aussi, renvoyée à la commission, commission fort nombreuse, à vrai dire, et qui siégeait sous la présidence de Südekum, le social-patriote allemand bien connu. A la commission, la politique de Bernstein qui se ramenait à «reconnaître» la politique coloniale, fut repoussée à une majorité insignifiante; la majorité des anciens partis était pour la politique chauvine et seules, les voix des jeunes partis, comme les partis russe, serbe, bulgare mirent Bernstein en minorité.

Les leaders de la II-e Internationale considérèrent cette décision comme tout à fait irrégulière. «Sans doute, répétaient-ils, si l'on met un pays comme la Russie sur le même pied que le parti allemand ou le parti français, le vote est acquis, mais qui donc admettra que ce soit là une décision sérieuse?» Nous remportâmes certainement une victoire morale, mais d'ores et déjà, il était clair que les affaires de la II-e Internationale allaient bien mal. Peu de personnes savent que la thèse essentielle de la résolution de Stuttgart que l'on cite maintenant comme argument décisif contre les socialistes chauvins, fut soutenue alors par Lénine et Rosa Luxembourg, représentants des partis social-démocrates russe et polonais à la conférence. Kautsky protesta contre la majorité des anciens partis de la II-e Internationale, mais il ne vit pas dans la

position prise par eux, une capitulation de ladite Internationale. Il était en effet habitué aux bonnes «traditions» de la II-e Internationale autant qu'à ses vieilles redingotes et il ne se rendait nullement compte de l'énorme importance de ce qui venait de se passer. Seul le petit groupe des représentants de l'Internationale Communiste actuelle déposa un «amendement» dont la teneur était à peu près la suivante: «Si la guerre vient à éclater, et cela n'est pas douteux, les ouvriers de tous les pays auront pour tâche de provoquer la révolution socialiste, d'utiliser la crise ouverte par la guerre pour hâter la chute de la société capitaliste».

De la sorte avant même le commencement de la guerre capitaliste, il existait déjà dans les cadres de la II-e Internationale un groupe qui prévoyait clairement la scission inévitable des socialistes en deux camps opposés.

C'est cette circonstance qui nous a donné le droit et la possibilité de parler le langage employé par notre parti en 1914, lorsque retentirent les premiers coups de feu. A cette époque, il y avait déjà en Allemagne un groupe de *Bolchéviks*, que l'on traitait alors d'«anarchistes» et de «syndicalistes» et que l'on accusait, comme nous, d'ailleurs, de tous les péchés mortels, mais nous savions que ce groupe était le seul qui fut honnête.

C'est la que se manifestèrent les résultats du travail d'organisation de notre Comité Central durant toute une série d'années.

Prenons à titre de comparaison le parti italien. La rupture, dans le domaine de l'organisation avec les menchéviks italiens s'est produite pour la classe ouvrière d'Italie, trois ans avant le commencement de la guerre mondiale, parce que, grâce à la guerre au cours de laquelle l'Italie combattit pour les colonies africaines, il se produisit une rupture complète entre le parti socialiste italien et les socialistes chauvins. C'est précisément ce qui a donné au prolétariat italien la force de prendre position dès le début de la grande guerre. Grâce à cette circonstance les camarades italiens n'avaient aucun lien d'organisation avec les opportunistes qui étouffent tout courant sain et sensé dans tous les pays ; ils n'avaient pas, en d'autres termes, de boulet aux pieds.

Notre parti se trouve dans une situation analogue. Nous provoquâmes à cette époque une scission complète à Pétrograd, au sein de la fraction de la Douma. Comme parti communiste, nous avions les mains libres, et c'est ce qui nous a permis d'adopter dès le début dans la question une ligne de conduite juste, confirmée maintenant par les partis communistes de presque toute l'Europe.

Les trois courants essentiels.

On peut constater plus loin que la caractéristique de principe des trois courants essentiels dessinés au sein du socialisme international, que nous avions donnée dès le début de

la guerre même avant que celle-ci eût commencé, est maintenant adoptée, non seulement par notre parti, mais par tous les partis communistes ouvriers du monde entier.

Le mouvement ouvrier international s'est scindé en 3 courants: 1) les socialistes chauvins, 2) le centre, 3) les communistes ou bolchéviks. Nous avons apporté pour illustrer cette scission une série de faits englobant une période de plusieurs années.

Au début, on pouvait croire que cette scission était un phénomène national, c'est-à-dire qu'elle ne se précisait qu'en Allemagne ou chez nous, en Russie, il existait, pour l'expliquer, des conditions spéciales.

Aujourd'hui nous voyons que dans tous les pays le groupement des forces s'opère d'après une répartition identique qu'il s'est confirmé avant et pendant la guerre—et qu'il se confirme actuellement, après la guerre.

Certains esprits naïfs pensaient qu'une fois le dernier coup de canon tiré et la guerre achevée, il se formerait un nouvel état d'esprit au sein des anciens partis et que de nouveaux groupements surgiraient. Nous voyons néanmoins, à présent que la guerre est achevée, ou tout au moins prend fin, que les anciens groupements demeurent; ce n'est, en effet, qu'en conformité avec les modifications qui surviennent dans la situation générale que chaque groupe procède à des modifications correspondantes de son programme.

Prenez par exemple les social-patriotes et les socialistes-chauvins. En quoi leur position a-t-elle changé? Après que la guerre eût éclaté, ils considérèrent comme leur devoir d'appeler la classe ouvrière à la «défense de la patrie». Actuellement, ils continuent dans tous les pays leurs appels en vue d'une liquidation de la guerre dans le sens nécessaire à la bourgeoisie. Or que veut la bourgeoisie? Elle veut que la classe ouvrière paie les pots cassés, que toutes les charges de la guerre (emprunts de guerre, impôts, etc.) retombent sur la classe ouvrière, que cette dernière acquitte tous les frais. Que poursuit le mouvement social-chauvin? Exactement le même but. Il demeure au fond une agence au service de la bourgeoisie, comme il l'était avant et comme il le fut pendant la guerre.

Prenez maintenant le courant du centre, celui de Kautsky. En quoi consistait son rôle objectif durant la guerre? En ce qu'il considérait comme sa mission historique de reconcilier avec Scheidemann et ses amis une partie de la classe ouvrière qui nourrissait un esprit d'opposition à l'égard des social-patriotes, et d'amener cette partie de la classe ouvrière à chanter à l'unisson avec les social-patriotes. De cette façon, le centre exécute objectivement la tâche nécessaire à la bourgeoisie.

En ce qui concerne ce courant centriste, beaucoup attendaient de ses représentants un réveil de conscience, une fois la guerre terminée et l'étourdissement dissipé, lorsque les

œillères tomberaient et que la vague du chauvinisme baisserait. Ce revirement ne pouvait se produire et il ne s'est pas produit pour de nombreuses raisons sociales et économiques. La guerre est terminée, mais en quoi la politique du groupement centriste s'est-elle modifiée? En rien. Quel est le rôle actuel de ce groupement? Il consiste à ramener tant bien que mal en arrière, à river à la bourgeoisie, comme un forçat à sa chaîne, cette partie de la classe ouvrière qui se réveille, qui a perdu confiance en Scheidemann et ses amis. L'exemple de l'Allemagne est contagieux. Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxembourg, qu'a fait Kautsky? Il s'est rendu dans les deux camps pour prêcher l'«union». Il a prêché l'union des communistes avec les assassins du leader communiste. Voilà son rôle objectif. Et lorsqu'éclata en Allemagne la première insurrection des Spartakistes, de quoi s'occupèrent Kautsky et C-ie? Ils firent en automobile la navette entre les deux camps et lorsque la position de Scheidemann devint particulièrement difficile, ils induirent en erreur les Spartakistes; «le gouvernement», affirmaient-ils, «est prêt à entrer en pourparlers», etc... Tel fut leur rôle, en fait, un rôle de vils Judas, plus dangereux encore que le rôle joué par le gouvernement de Scheidemann.

Prenez les autres questions, par exemple le mode de liquidation de la guerre. En quoi la position du centre dans cette question diffère-t-elle de la politique des social-patriotes? Dans

la question des emprunts de guerre, le centre a le même point de vue que le gouvernement de Scheidemann; les gens «comme il faut», dit-il, doivent payer leurs dettes. Si la dette a été contractée par Guillaume, tant pis, il faut tout de même payer... Il va sans dire que c'est là ce que réclame la bourgeoisie. Que veut actuellement la bourgeoisie de l'«Internationale jaune»? Lutter contre le bolchévisme sous les couleurs de l'Internationale? Or quelle est maintenant la principale occupation de Kautsky et de son parti. Ils tentent de tromper les ouvriers en Allemagne et dans d'autres pays sur la véritable essence du communisme et du pouvoir des Soviets: à la conférence de Berne, Kautsky s'est efforcé d'obtenir la condamnation du bolchévisme.

De la sorte, dans l'espace d'une série d'années (dont chacune comptera facilement dans l'histoire pour dix) les trois courants essentiels que nous avons signalés se sont trouvés confirmés dans la pratique. Notre critérium est adopté aujourd'hui par l'Internationale Communiste tout entière.

Le courant social-patriote n'est pas un groupement fortuit. Sa constitution est le résultat de l'entrée dans les rangs des anciens partis officiels de dizaines de milliers de représentants de la petite bourgeoisie, qui, unis à la bureaucratie ouvrière, représentent en Allemagne un ou deux millions d'individus. Telle est la base sociale du parti de Scheidemann. Une couche sociale analogue constitue

aussi la base du groupement dénommé «le centre».

Le noyau de la classe ouvrière tend, comme nous pouvons l'observer, au communisme. Nous pouvons constater avec satisfaction que notre diagnostic a subi victorieusement l'épreuve du temps; le temps en a démontré en effet la parfaite justesse.

Partout où la classe ouvrière se réveille, nous trouvons les mêmes groupements essentiels. Et cette circonstance nous a permis précisément de nous expliquer en deux mots avec les représentants des partis qui sont arrivés à Moscou et ont formé avec nous l'Internationale Communiste.

Les „cadavres vivants" de la II-e Internationale.

Comme on le sait, notre congrès a été précédé de celui de Berne, qui a rétabli formellement la II-e Internationale. 98 «représentants» se sont rassemblés au congrès de Berne, dépassant ainsi le nombre des membres du nôtre. Officiellement, ils estiment qu'à Berne ont été représentés presque tous les partis appartenant à la II-e Internationale.

Mais, camarades, si vous examinez cette «représentation», vous devrez reconnaître avec moi qu'à ce congrès il manquait en réalité quelqu'un; il manquait la *classe ouvrière*, il manquait les représentants des pays où la classe ouvrière a vaincu ou bien se trouve sur le chemin de la victoire.

A Berne, le prolétariat russe était absent, car je ne crois pas que l'on puisse reconnaître sérieusement la qualité de représentants de la classe ouvrière de Russie à Axelrod et à Benstock, qui effrayaient les vieilles femmes réunies à Berne en leur racontant comme les bolchéviks avaient amené soi-disant, le pays à la dernière extrémité au point que tout le monde désertait les unions professionnelles et que seule l'union des chimistes avait, d'après leurs renseignements, perdu 40.000 membres en unesemaine!

Sur la base de ces matériaux soi-disant rigoureusement vérifiés, Kautsky s'écrie: «Quelle horreur! que se passe-t-il en Russie! pensez donc...» Telle était la «représentation» de la Russie; telle était celle de presque tous les pays.

Le parti italien refusa avec ostentation de participer au congrès de Berne. Les éléments communistes triomphèrent en effet au sein de ce parti peu de temps avant la réunion du congrès de Berne. Leur ancien représentant, Morgari, qui s'était rendu à Zimmerwald uniquement parce qu'il était pacifiste et honnête homme, envoya une lettre officielle au président de la conférence de Berne, dans laquelle il déclarait: «Mon parti a reconnu que la dictature du prolétariat est inévitable et nécessaire dans un avenir immédiat; c'est pourquoi je refuse de siéger avec vous».

Le parti suisse, qui renferme déjà des groupes révolutionnaires et des organisations communistes, faisait également défaut. Les Spartakistes allemands étaient absents, ainsi

que les communistes autrichiens; la péninsule des Balkans s'abstint tout entière, c'est-à-dire la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie.

La France prit part à la conférence, mais tous les éléments sains du prolétariat français protestèrent de la façon la plus catégorique contre la politique opportuniste de Berne.

Voilà pourquoi on peut dire sans exagérer: ce sont surtout les cadavres vivants de la II-e Internationale qui ont participé à la conférence de Berne. Tout ce qu'il y a de vraiment vivant dans le mouvement international a refusé démonstrativement de siéger à Berne...

Et, à ce point de vue, la tentative de rétablir la II-e Internationale a fait totalement faillite. On n'a pas réussi et on ne réussira pas à galvaniser des cadavres.

Il est ridicule de présenter les choses, comme l'ont fait Victor Adler et d'autres, qui déclarent que, pendant la guerre, «nous» nous querellons et que lorsque la guerre sera terminée, «nous» nous réunirons de nouveau, pour nous réconcilier et nous aimer les uns les autres.

Une aussi misérable tentative de surprendre, de truquer l'histoire, de la part des opportunistes et des partisans de Kautsky, ne pouvait évidemment pas réussir et elle n'a pas réussi.

Mais il ne s'agit pas seulement de la composition de la conférence de Berne. Si l'on considère le bilan des travaux de «l'Internationale», comme elle s'appelle, de Berne, on voit jusqu'à quel point la II-e Internationale

a réellement pourri sur pied et l'on comprend qu'elle est condamnée à s'effondrer et à succomber sans gloire.

La conférence de Berne a été précédée,—comme on sait—de la conférence de Paris, où se sont réunis les impérialistes des pays victorieux pour se partager le monde. Ils éprouvèrent le besoin de constituer leur «Internationale» qu'ils ont baptisée la «Ligue des Nations. Il est à remarquer que les impérialistes durent réfléchir longtemps, avant de décider du lieu de leur réunion. Le nombre des endroits où ils pouvaient se réunir tranquillement diminue en effet de jour en jour. On avait pensé d'abord que les rois défileraient à Paris en cortège triomphal. On supposait que la population de la capitale ferait un accueil enthousiaste aux souverains du monde entier. Mais les choses tournèrent autrement. D'abord le nombre des rois a légèrement diminué et ensuite, même à Paris, l'état d'esprit de la population ne permet pas d'organiser des cortèges royaux. Cette idée s'est donc trouvée inopportune et on a dû y renoncer. Il fallut tout bonnement finir par se réunir dans le cabinet de Pichon, ministre français des affaires étrangères; c'est là que les diplomates déçus essaient encore d'arranger leurs «affaires» louches.

Ainsi donc les impérialistes réunis à Paris avaient besoin,—en dehors de la «Ligue des Nations»—de rétablir la II-e Internationale, pour essayer de régler certaines affaires,

impossibles à liquider ouvertement au nom de la bourgeoisie.

C'est alors que se réunit le congrès de Berne, *sur lequel planait l'esprit de Wilson.* Le congrès fut ouvert par Branting, un des anciens leaders social-patriotes, qui déclara dans son premier discours: «La première fois que les ouvriers de tous les pays se trouvent réunis après la guerre, je propose d'honorer la mémoire du grand Jaurès, tombé à la veille de la guerre». Les membres du congrès s'étant levés Branting continua: «Je désire encore rendre hommage à un autre homme, à qui l'humanité est aussi redevable d'immenses services».

Et cet autre homme est . . . . Wilson!

De cette façon, camarades, à une conférence internationale qui s'intitulait socialiste, ces messieurs, sans le moindre scrupule de conscience, ont proclamé ouvertement le représentant des milliardaires américains leur patron intellectuel et moral, leur chef. Ils ont insulté l'ombre de Jaurès, insulté le tribun émérite de la classe ouvrière française en le comparant au chef du monde bourgeois, qui expire sous nos yeux.

Albert Thomas prononça également un discours fameux à la première réunion. Ce monsieur est connu personnellement de beaucoup d'entre nous; les Pétersbourgeois l'ont vu en 1917, lorsqu'il débarqua à Pétrograd en qualité de ministre de la guerre de la bourgeoisie française et chanta la Marseillaise

en donnant le bras à Tchéidzé. Albert Thomas déclara à la première séance de la conférence de Berne: «Nous sommes réunis ici pour la première fois avec les social-démocrates allemands, en qui nous n'avons pas confiance; mais, dans l'intérêt de l'internationalisme nous consentons à siéger avec eux sous le même toit et à adopter avec eux des résolutions». «Pourtant—continua Thomas—une idée ne me sort pas de la tête: nous avons pris bien des fois des décisions unanimes à la II-e Internationale; mais, comme tout le monde le sait, nous ne les avons pas exécutées. Qui donc croira maintenant les social-démocrates allemands et ceux qui siègent avec eux?»

Thomas a posé sans y penser la question que chacun devait avoir sur les lèvres: «Qui te croira, quand tu as déjà menti une fois?» (*Applaudissements.*)

Et il en est vraiment ainsi. Si ces messieurs ont prêté durant 4 ans leurs étendards pour couvrir la nudité des brigands bourgeois, si au bout de 5 ans ils ont placé sur le même rang Wilson et Jaurès; il est clair que personne ne les croira plus.

A la conférence de Berne de la II-e Internationale on a essayé de résoudre les questions formidables que la guerre actuelle a posées devant la classe ouvrière de tous les pays.

La première question soulevée fut celle des «responsabilités» de la guerre.—Dès le début de la guerre les gouvernements bourgeois

ont eu soin de publier—chacun de son côté—des livres bleu, blanc, orange, dans lesquels ils ont apprêté savamment toute sorte de télégrammes et de documents pour prouver que seul l'adversaire avait voulu la guerre et qu'ils n'avaient fait qu'une guerre «*défensive*». Et les social-chauvins réunis à leur conférence, font ce que leurs patrons avaient fait en 1914, ils prennent le même point de départ: ils recherchent les responsabilités de la guerre. La classe ouvrière s'est également préoccupée de cette question et elle sait à coup sûr à qui réclamer des comptes et qui est réellement responsable de la guerre. Les écailles lui sont tombées des yeux, et elle a vu que la responsabilité de la guerre retombait sur la bourgeoisie internationale. Ainsi donc, saisissez la bourgeoisie à la gorge et appuyez lui le genou sur la poitrine.

Comment procède l'Internationale de Berne? Dans ses recherches des responsabilités de la guerre elle commence par établir quel ministre exactement a déclaré—en 1914 à quelques collègues sous le sceau du secret que dans tel pays on commençait à oublier de mobiliser prématurément. A ce sujet ont lieu des débats passionnés qui durent 4 jours. On élit une commission où figurent les représentants des pays neutres, avec Huysmans en tête. Enfin on aboutit à se mettre d'accord et la conclusion en est la suivante: personne n'est coupable; il s'est produit seulement un léger malentendu. Au congrès de la III-e Interna-

tionale, en examinant cette phase des débats de la conférence de Berne, j'ai dit: «Messieurs, vous voulez savoir sur qui retombe la responsabilité de la guerre? Vous n'avez pas besoin de chercher si loin; regardez dans la glace; vous verrez les principaux auteurs de la guerre».

La seconde question examinée à Berne a été la question territoriale: la fin de la guerre doit mettre un terme à une foule de querelles territoriales et la conférence de la deuxième Internationale était obligée de se prononcer sur la façon d'opérer le partage du monde entre la bourgeoisie, de manière à n'offenser personne. Il y a des pommes de discorde au sujet desquelles les disputes sont inévitables. Comment faire à leur égard? Le social-patriote Grumbach ne doute pas que l'Alsace-Lorraine doive appartenir sans condition au *capital français*. Les social-patriotes allemands estiment que cette pomme de discorde doit leur appartenir. Une lutte s'engage entre les deux courants. Mais, Dieu soit loué, il existe encore un «centre»—Kautsky. Sa raison d'être est principalement de concilier tout et tous. Et il résulte de son intervention le jugement suivant, digne de Salomon: il faut consulter la population d'Alsace-Lorraine, mais... cette consultation doit avoir lieu sans contrôle, et la décision définitive doit appartenir à la Ligue des Nations, c'est-à-dire à Wilson...

C'est justement là ce qu'il faut à la bourgeoisie. La bourgeoisie de l'Entente s'est emparée de certains territoires. Les gardes blancs

y ont écrasé les masses ouvrières. Maintenant il est nécessaire de donner à tout cela un air légal, de revêtir l'usurpation et la violence d'une idée susceptible de servir d'enveloppe.

C'est précisément pour cela qu'existe la II-e Internationale, son grand prêtre Kautsky et la ville de Berne, où l'on adopte à ce sujet une résolution qui met la vie des peuples et les intérêts du prolétariat sous le contrôle de la Ligue Wilsonienne!

Chemin faisant, surgit la question des colonies, qui était en 1907 à l'ordre du jour et qui s'y trouve encore aujourd'hui. On a enlevé leurs colonies aux Allemands, elles sont maintenant aux mains des Japonais, des Anglais, des Américains. Et voici le langage que tiennent à ce sujet les social-patriotes allemands, réconciliés avec leurs collègues français: «Ne peut-on pas, à l'occasion de la paix, nous restituer les colonies, car vous conviendrez que sans colonies la vie sera très difficile pour nous». Ainsi, les colonies sont nécessaires à l'Allemagne, lisez: «*au capital allemand*». Les social-patriotes français font naturellement la sourde oreille à cette demande. Ils pensent au fond: ce qui tombe dans le fossé est pour le soldat. Sans doute, des voix isolées retentissent pour déclarer: Messieurs, nous sommes, vous et nous, en quelque sorte socialistes et nous avons pensé jadis que toutes les colonies en général devaient être libres de toute domination étrangère. Peut-être inscrivons-nous maintenant derechef cette question à l'ordre

du jour? Mais ces voix sont étouffées, car on estime que c'est une politique puérile.

Pensez donc! quel politicien sérieux, jouissant d'une «situation» viendra soulever aujourd'hui la question de la liberté des colonies...! Kautsky en 1907 au congrès de Stuttgart, et plus tard encore, en 1910, a lancé dans ses écrits le mot d'ordre: «Hors des colonies!» exigeant l'affranchissement complet de toutes les colonies et affirmant que les habitants de ces dernières, qu'ils eussent la peau jaune ou noire — ont droit à l'indépendance et à la liberté au même titre que les blancs. Et ce même Kautsky emploie actuellement toute son autorité à étouffer la question. A Berne on adopte à l'unanimité une résolution aux termes de laquelle le protectorat des pays bourgeois européens sur les colonies est pour une certaine période un phénomène inévitable, attendu que les colonies ne sont pas mûres pour la liberté. La tâche du socialisme se réduit seulement à obtenir que la politique coloniale bourgeoise se fasse en gants blancs, revête des formes plus humanitaires.

En 1907 Bernstein, Van Kol et d'autres opportunistes prêchaient exactement le même point de vue.

Ainsi, dans la question des colonies également, l'«Internationale» de Berne a capitulé honteusement et définitivement devant la bourgeoisie, sanctionnant les atrocités qui continuent à se commettre dans les colonies et continueront

à s'y commettre jusqu'au jour où triomphera le communisme.

On aborde ensuite la question de la législation ouvrière. Ce n'est sans doute pas une question d'ordre général, mais à son sujet la plateforme politique adoptée par l'Internationale de Berne s'est reflétée vraiment avec toute la netteté du soleil dans une goutte d'eau.

Vous savez que lorsque la guerre éclata, toutes les dispositions législatives qui dans les pays bourgeois assuraient tant soit peu la protection de l'ouvrier, furent en fait rapportées et toute protection de la classe ouvrière suspendue. On établit la mobilisation générale du travail, sous la dictature de la bourgeoisie et des vieilles ouvrières de 60 ans furent astreintes à la fabrication de grenades à raison de 12 heures de travail par jour. *Et cet acte de violence inouï fut accompli avec l'approbation des représentants de la II-e Internationale.*

En revanche ceux-ci consolèrent les ouvriers en leur disant: «Attendez que la guerre finisse et nous obtiendrons alors pour vous dans le monde entier la journée de 8 heures et une législation ouvrière qui vous donnera des garanties encore bien plus sérieuses». Or, que voyons-nous?

La guerre est terminée et ces messieurs de la II-e Internationale avaient donc à faire face à leurs engagements. Eh bien! qu'a dit le congrès de Berne? Il a dit ce qui suit: à présent que la guerre prend fin, il importe de poser dans toute son ampleur la question de

la législation ouvrière. Mais... considérant qu'à Paris siège la conférence des représentants de toutes les grandes puissances, conférence qui a plein pouvoir pour résoudre cette question, la conférence de Berne décide de soumettre en fait la question de la législation ouvrière à l'examen de la conférence de Paris et d'envoyer à cet effet à Paris une commission, afin d'exercer une action plus immédiate sur la conférence de Paris.

En d'autres termes (et c'est écrit en toutes lettres)—«plus d'influence» sur la conférence de Paris où siègent une dizaine de ministres et de représentants des milliardaires. Comment ces messieurs de Berne conquerront-ils de l'influence sur cette conférence de Paris? Par la pression de la rue, la pression des ouvriers? Pas du tout! Ils y renoncent. Ils conquerront de l'influence sur Clémenceau et Wilson par des phrases éloquantes; ils se glisseront dans les antichambres ministérielles et essaieront de s'assurer la bienveillance de tel ou tel ministre... Et ainsi dans les questions qui touchent le plus directement chaque ouvrier et chaque ouvrière (la question du nombre des heures de travail, celle des conditions du contrat de travail, etc.!...), la conférence de Berne a commis vis-à-vis de la classe ouvrière la plus monstrueuse trahison que l'on puisse imaginer. Enfin «l'Internationale» de Berne aborda la question principale pour la discussion de laquelle elle avait été convoquée, celle de l'attitude à adopter envers les bolchéviks. Dès le

début de la conférence et à tout propos chacun des leaders de la II-e «Internationale» s'était empressé de se désolidariser d'avec les bolchéviks: «Grâce à toi, Seigneur, je ne suis pas au nombre de ces pécheurs et de ces publicains». Cependant, quand on aborda quant au fond la discussion de cette question, une opposition sérieuse se dessina tout à coup. *Même à Berne, il se forma un groupe compact de 20 délégués pour déclarer: Nous ne permettrons pas à ce congrès de prononcer la condamnation de la révolution russe!*

Je dois signaler au congrès de notre parti que les camarades français qui ont des sympathies pour le communisme et s'en rapprochent. ont eu à Berne une attitude pleine de dignité. Actuellement, la bourgeoisie française nous menace plus que tout autre. Bien que le parti communiste ne soit pas encore constitué en France, il existe dans ce pays de nombreuses organisations et unions professionnelles qui sont pour nous. A la conférence de Berne ces camarades ont résisté à «leur» bourgeoisie et à «leurs» opportunistes. Les prolétaires français ont l'attitude qui convient au prolétariat révolutionnaire, quand la bourgeoisie veut étouffer la révolution prolétarienne (*Applaudissements*).

Les camarades français ont pris notre défense. Non, certes, des Français comme Albert Thomas, qui cria au camarade Loriot: «Lénine ne vous a-t-il pas déjà nommé président des commissaires du peuple en France? A quoi Loriot répondit: «Effectivement, j'ai dans mon

portefeuille une nomination qui sera signée non seulement par Lénine, mais aussi par la classe ouvrière française».

Loriot a commencé à se mettre en relief relativement depuis peu de temps. Nous avons fait connaissance avec lui à la veille de notre départ pour Russie. C'est un simple instituteur. Mais au cours de ces derniers temps, il devient peu à peu le chef le plus aimé de tout ce qu'il y a d'honnête parmi les ouvriers français.

Il va sans dire que dès le début Loriot était contre la condamnation du bolchévisme. Vous avez lu dans les journaux sa magnifique lettre, qui est un retentissant soufflet pour le «congrès» de Berne et les pontifes de la II-e Internationale. Il est particulièrement instructif que des gens qui sont les chefs d'organisations locales isolées, tels que Frossart, Verfeuil, Paul Faure et quelques autres, qui se trouvaient à Berne (des gens que la vague montante commence seulement à faire émerger, en un mot les représentants), aient tous pris en masse notre défense et fait à la République des Soviets un rempart de leurs corps. Grâce à leurs efforts, on a obtenu le résultat que même la conférence jaune de Berne n'a pas pu «condamner» la révolution russe.

Tandis que le renégat Axelrod se lamentait sur les horreurs de la dictature des ouvriers, un simple ouvrier français, en blouse, l'interrompit net par ces mots, plus tranchants que

l'acier: «Parlez-nous plutôt de la dictature de la *bourgeoisie!*»

Il exprimait par là, cet interrupteur en blouse, la pensée vivante, enracinée dans les cœurs des milliers d'ouvriers français qui ont eu le temps de contempler à leur aise la dictature de la bourgeoisie française, et qui savent que sous la république bourgeoise la plus démocratique les traités secrets ont régi la France et que la boucherie impérialiste a fait rage.

Un fait intéressant est la scission qui s'est produite dans le «centre» allemand sur la question de l'attitude à adopter envers la Russie, Frédéric Adler *s'oppose* à ce qu'on nous condamne, Kautsky au contraire souhaiterait ardemment notre *condamnation.*

Je dirais d'abord deux mots de Frédéric Adler. Peut-être tous les camarades, surtout les camarades de province, ne savent-ils pas que Frédéric Adler (sur qui la classe ouvrière internationale et nous-mêmés avions fondé tant d'espoir et qui s'était vu si unanimément désigné pour chef après son attentat) s'est trouvé, au moment décisif de la révolution autrichienne et internationale, non pas dans les rangs communistes, mais bien dans ceux des représentants du «centre» lamentable et hésitant. Au congrès de la III-e Internationale, le représentant des ouvriers communistes autrichiens et président du parti des communistes, que vous avez pu voir et acclamer ici, nous a raconté en détail comment cette transformation s'était opérée. La voix de notre camarade a d'abord

vibré de cet amour passionné dont les ouvriers autrichiens avaient entouré Frédéric Adler. Il nous raconte comment après son coup de revolver, Adler était devenu le héros préféré des ouvriers autrichiens, et c'est facile à comprendre. Tous les meetings tenus à la veille de la révolution, se terminaient par la réclamation de la mise en liberté de Frédéric Adler. Il n'y avait pas de chef plus aimé que lui. Nous attendons anxieusement,—nous a raconté notre camarade autrichien,—l'ouverture des portes de la prison, certains de pouvoir aussitôt serrer dans nos bras notre meilleur chef. Mais voici que survient enfin la révolution; Frédéric Adler est mis en liberté. Dès le début un souffle glacial se dégageait de sa personne. Nous pensâmes d'abord qu'il ne comprenait pas du tout, soit qu'il fut trop déprimé par le régime de la prison, soit qu'il se trouvât trop sous l'empire de l'idée de l'ancienne II-e Internationale et qu'il ne lui serait probablement pas donné, au moment décisif de la Révolution, de vibrer à l'unisson avec la masse ouvrière. D'abord nous attendîmes, pleins d'espoir; nous l'exhortions, le conjurions, lui répétant: «Viens occuper la place qui te revient dans les rangs des militants ouvriers et tu pourras bientôt savourer la douceur de la victoire que va emporter la classe ouvrière autrichienne». Il hochait la tête d'un air sceptique et gardait le silence. Au bout de quelque temps, il entra dans les rangs de l'ancien parti autrichien, dans les rangs de ce Comité

Central qui l'avait désavoué, lui Frédéric Adler, lorsqu'il avait tué le vil ministre autrichien Sturgh, et qui avait même poussé l'infamie jusqu'à qualifier dans la presse l'acte d'Adler d'accès de «folie».

Et ainsi, ces gens tombés si bas, plus bas encore, si on les juge d'après leurs actes, que Scheidemann lui-même, comptent maintenant dans leurs rangs le glorieux militant Frédéric Adler. Et quand il fallut procéder au désarmement des communistes en Autriche c'est précisément lui qu'ils chargèrent de cette besogne. A l'une des premières réunions des gardes-rouges de Vienne, armés pour la lutte contre la bourgeoisie, Frédéric Adler au nom de l'ancien Comité Central, c'est-à-dire au nom des traîtres les plus infâmes du socialisme, adjura ses auditeurs de déposer les armes et de ne pas lutter contre la bourgeoisie autrichienne. Pour ceux qui l'écoutèrent, pour nos camarades autrichiens et pour tous les révolutionnaires en général, ce fut là un drame poignant du parti, une sorte de malentendu historique, je ne sais quel insultant caprice de l'histoire de la grande époque où nous vivons.

Représentez-vous bien la situation. Frédéric Adler tire un coup de revolver, sous le régime de la réaction la plus sombre, pour laver ainsi l'opprobre de la classe ouvrière. Il devient son chef préféré. Enfin survient la révolution; il est mis en liberté. Le parti communiste commence à se former en Autriche; il marche de victoire en victoire. Mais Frédéric

Adler oublie son passé et se trouve dans les rangs du «centre», parmi ceux que la majorité des ouvriers considèrent comme des ennemis.

Tel est actuellement Frédéric Adler. Il s'est rendu à la conférence de Berne; ce voyage s'imposait évidemment, vu l'attitude adoptée par lui. Et pourtant, d'après ses propres paroles ce n'est pas sans effort et sans surmonter une lutte intérieure qu'il s'est décidé à aller à Berne. Il comprend, a-t-il dit dans son discours, qu'à Berne se trouvent rassemblés beaucoup d'individus coupables envers la classe ouvrière, mais il s'y trouve également des représentants et des partisans du socialisme et voilà pourquoi il est venu. Quand on en arriva à la condamnation de la Russie et du bolchévisme, Frédéric Adler se prononça contre cette condamnation.

Sa conscience d'honnête homme s'est réveillée en lui. Il s'est placé, sans doute, au point de vue formel; il a dit: «On ne peut pas condamner l'activité des bolchéviks tant qu'on n'a pas procédé à son sujet une enquête». Il est clair qu'un pareil argument ne résiste pas à la critique. Nous n'avons pas eu la possibilité d'examiner tous les actes de Scheidemann, mais nous n'avons pas eu besoin de l'avoir. A Moscou, au congrès où s'est constitué la III-e Internationale, nous n'avons pas joué la comédie de l'impartialité! L'histoire a placé d'un côté les ouvriers et de l'autre leurs bourreaux. Nous ne pouvons donc pas

admettre les motifs invoqués par Adler. Mais il ne s'agit pas ici de motifs. Grâce à Frédéric Adler, la conférence de Berne elle-même n'a pas pu condamner la République bolchéviste des Soviets et elle a projeté d'envoyer une délégation dans notre pays. Ce projet, comme on sait, a été adopté par le congrès et nous sommes maintenant dans l'agréable attente de cette aimable délégation.

Kautsky et Bernstein, au contraire, ont prononcé des discours incendiaires contre la révolution soviétiste. Bernstein a prétendu que le bolchévisme est la contre-révolution authentique. Kautsky a dit des bolchéviks qu'ils n'ont fait que créer un nouveau «militarisme rouge». «Nous devons sévèrement condamner le pouvoir des Soviets et la Révolution soviétiste, car autrement nous perdrons la confiance des masses» — a déclaré Kautsky. Kautsky craint de perdre la confiance des masses, s'il ne condamne pas la révolution soviétiste russe. On ne peut que lui répondre: «Comment perdre ce que l'on ne possède pas?» Inutile de dire que des individus comme le socialiste-révolutionnaire Roubanovitch ont fait chorus avec Kautsky et exigé aussi notre condamnation.

Pourtant, après avoir longtemps piétiné sur place, la conférence a refusé d'adopter officiellement une résolution condamnant le bolchévisme. On tourna longtemps autour de la question, comme le chat tourne autour d'un pot de gruau brûlant parce que c'était spécialement pour voter cette résolution que mes-

sieurs les impérialistes avaient envoyé à Berne les représentants de la II-e Internationale. Mais l'audace de ces derniers n'a pas été jusque là. Enfin, on trouve une échappatoire pratique. Huysmans, diplomate connu de l'Internationale, déclara qu'au fond, une résolution n'était pas nécessaire car, même sans résolution, il était évident pour tous que la majorité condamnait le bolchévisme. «Renonçons à voter une résolution et envoyons une délégation; on verra sur place ce qui en est».

C'est là à la fois un élément comique et aussi un symptôme. C'est en effet la preuve directe, la contre-épreuve de l'immense autorité que nous avons conquise parmi les masses et qui est telle déjà qu'aucun traître n'ose lever la main contre nous: même les diplomates les plus expérimentés ont compris que pour ne pas perdre les derniers vestiges, crédit qu'ils pouvaient encore avoir au sein des masses, ils devaient faire semblant de ne pas nous condamner, car, s'ils nous condamnaient ils perdraient sans aucun doute jusqu'à ces chétives attaches qui leur restaient avec les masses.

A ce propos, les journaux reçus de Munich nous apprennent des évènements extraordinaires instructifs et qui permettent de bien juger de l'attitude des ouvriers allemands à notre égard.

Audace inattendue! Une députation d'ouvriers fait irruption à l'Assemblée Constituante, où siège le gouvernement. Le *Vorwärtz*, organe de Scheidemann, explique que la députation

émanait d'une immense foule, d'au moins 5.000 individus... C'est-à-dire que vous pouvez être sûrs qu'il n'y avait pas moins de 50.000 personnes... Et la première exigence que formulent ces ouvriers est la *réalisation immédiate de l'union économique et politique avec la République socialiste fédérative russe des soviets!* (*Applaudissements.*)

Je vous dirai, anticipant sur ce point, camarades, qu'à notre congrès de l'Internationale le représentant des communistes allemands, reflétant un certain abattement des masses qu'il avait observé à son départ, s'était prononcé contre la proclamation prématurée de l'Internationale... Or nous avons lu hier dans les journaux la grève du 4 mars, dirigée au début non par les communistes, mais par les *indépendants*. On le reconnaît au fait qu'en exigeant la libération de Ledebur, les chefs ont «oublié» d'exiger celle de Radek. De pareilles omissions leur arrivent. Lorsque les masses les aiguillonnent, ils consentent à la grève, mais ils oublient alors les meilleurs représentants du communisme. Le *Vorwärtz* a de nouveau dû reconnaître que des évènements fort graves se préparent. Et l'une des premières exigences des grévistes allemands au nombre de plusieurs centaines de milliers, à Berlin, était *l'établissement de relations avec la République russe socialiste fédérative des Soviets.* (*Applaudissements.*) Ils réclamaient que les représentants de la Russie Soviétiste occupassent de nou-

veau l'édifice de l'ambassade de Russie. Camarades, il me semble que ce fait prouve mieux que n'importe quel autre combien le représentant des communistes allemands avait tort d'admettre la moindre hésitation, le moindre doute quant à la nécessité de constituer immédiatement la III-e Internationale.

Mais je reviens à la conférence de Berne. *Ces messieurs n'ont pas condamné le bolchévisme et ne pouvaient pas le condamner.* Une fraction peu importante de l'opposition participait à la conférence, mais tôt ou tard les représentants de cette opposition seront dans nos rangs.

Une partie de cette opposition était venue pour des considérations de tactique: «Il faut y aller et les démasquer pour y obtenir la majorité». Une autre partie faisait de la diplomatie. C'était le cas de Longuet. Dans la mesure où nous connaissons son activité, nous pensons qu'il se trouvait là-bas parce qu'il ignorait encore de quel côté se trouvait la majorité. Il veut absolument faire partie de la majorité. Il y a sans doute au sein de la II-e Internationale des «bolchéviks» de ce genre et il me semble que Longuet est du nombre. Il va sans dire que mon parti et moi nous serions très heureux de pouvoir nous convaincre qu'un politicien aussi influent que Longuet sait à la minute décisive se trouver dans les rangs de la classe ouvrière française communiste et militante.

Mais nous ne comptons pas sur ce petit groupe de politiciens français qui fait émerger des gens comme Longuet. Il nous semble que l'heure a déjà sonné depuis longtemps où il était nécessaire de choisir définitivement entre nous et les social-chauvins. Et les gens qui gardent le silence jusqu'à présent ne peuvent pas nous inspirer confiance même dans une faible mesure.

Il me semble que tout homme de bonne foi, faisant le bilan de tout le travail accompli à Berne, devra dire que cette «Internationale» est condamnée à périr sans gloire. Elle s'est délivré elle-même un certificat de complète impuissance intellectuelle, et il en est vraiment ainsi. On peut détester les Soviets, on peut au contraire les considérer comme son meilleur idéal, mais il n'est pas possible de les ignorer.

La conférence de Berne a fait semblant de ne pas remarquer qu'il y a des Soviets en Allemagne, en Pologne, en Angleterre, que des Soviets existent presque dans toute l'Europe, que c'est un nouveau mot d'ordre que la classe ouvrière lance au monde entier. Elle a éludé cette question.

Il faut signaler que durant la conférence de Berne siégeait l'union des métallurgistes suisses, vieux groupement bureaucratique embourgeoisé. Les ouvriers suisses lui ont donné, l'assaut; peu de temps avant sa réunion ils avaient organisé une grève qui compta 400

mille grévistes et ils refusèrent de prendre part à la conférence de Berne. Les métallurgistes suisses réclamaient que l'union des métallurgistes prît l'initiative de constituer des Soviets. Mais les vieux dirigeants bureaucrates, après avoir discuté longuement la question, adoptèrent une résolution aux termes de laquelle le bureau de l'union des métallurgistes se prononçait contre la formation des Soviets, parce que... parce que c'était contraire aux anciens statuts de l'union. Une telle manière de voir est tout à fait digne de ces gens. Cela contredit les statuts; donc la cause est entendue.

Evidemment la classe ouvrière n'a qu'une chose à faire, c'est de jeter aux ordures et de pareils «chefs» et leurs statuts.

Il y a des gens qui ne comprennent pas en effet qu'il se passe quelque chose de nouveau. Ils ne voient pas que le monde est en mouvement, que des évènements grandioses ont commencé dans l'histoire de l'humanité. Et c'est là le plus sûr indice de leur perte, plus irrésistibles que toutes les raisons que j'ai exposées précédemment. S'ils adoptaient encore une attitude belliqueuse, on pourrait dire qu'ils sont un ennemi sérieux. Mais nous n'avons vu à Berne qu'un vieillard affaibli, au service de la bourgeoisie, qui ne possède rien et ne peut offrir à son auditoire rien de sérieux et qui n'est capable que d'éluder la révolution en arguant qu'elle est «contraire au règlement».

Le Congrès de la Troisième Internationale.

Lorsque nous nous trouvâmes réunis à Moscou en mars 1919, alors qu'avait déjà été dressé le bilan complet de cette conférence de Berne, nous déclarâmes: «Non seulement, nous avons le droit, mais le devoir, en constatant la faillite complète et la putréfaction des éléments qui composaient la II-e Internationale, sans attendre une seconde, de constituer avec les partis qui se sont déjà formés dans tous les pays, la III-e Internationale». *Et nous l'avons constituée.*

Les camarades qui ont pris part à la conférence de Moscou étaient relativement peu nombreux. Nos ennemis diront: «Quel congrès était-ce donc, quand vous étiez en tout 40 personnes?» A quoi nous répondrons: Quand fut convoquée la I-e Internationale, à la tête de laquelle se trouvaient Marx et Engels, elle fut constituée à une réunion à laquelle assistaient seulement 4 ou 5 sections. Néanmoins chacun sait quel grand rôle a joué la I-e Internationale au cours de la période qui s'étend de 1864 à 1873.

Il faut dire d'ailleurs qu'au fond la III-e Internationale a été constituée avant que ses représentants fussent réunis à Moscou. Elle est née le jour où la classe ouvrière a remporté en Russie une brillante victoire sous l'étendard de l'Internationalisme. Ce fut là la première pierre de la III-e Internationale. Evidemment, un parti à lui seul ne peut pas

constituer l'Internationale; pour cela plusieurs chaînons sont nécessaires. Mais au moment où le parti allemand qui possédait des chefs tels que Liebknecht et Luxembourg, qui avait à son actif une insurrection et des dizaines de Soviets, au moment où le parti allemand rejeta son ancienne appellation pour adopter celle de parti communiste, — à ce moment-là la III-e Internationale était déjà née. Car il est évident qu'à ces deux partis — russe et allemand—se joindra peu à peu, de jour en jour, tout ce qu'il y a de sain dans la classe ouvrière.

Si même il ne s'était trouvé à notre conférence que les représentants des partis communistes russe et allemand nous aurions eu le droit de dire que l'Internationale était formée.

Mais en réalité, les circonstances nous furent favorables. Outre les communistes russes et allemands, il y eut en effet à notre conférence, les représentants officiels de l'Autriche, dont un groupe fut arrêté en route, tandis que les autres au prix d'un voyage exceptionnellement pénible, au cours duquel ils durent notamment passer 18 jours, grimpés tant bien que mal sur des tampons, mais qu'ils supportèrent courageusement soutenus par l'idée d'atteindre Moscou coûte que coûte, nous arrivèrent dans le plus triste état! Ces camarades nous apprirent que le parti communiste autrichien s'était constitué depuis déjà 4 mois; mais par suite de l'absence totale de moyens, nous l'ignorions absolument; de leur côté les

camarades autrichiens ignoraient qu'en Allemagne (car même entre l'Allemagne et l'Autriche la communication était on ne peut plus précaire), nos amis avaient également résolu de prendre le nom de parti communiste. Pendant cette même période, les camarades autrichiens avaient exposé qu'ils ont la majorité dans de nombreux centres ouvriers et commencent à être victorieux même parmi les soldats.

Ensuite nous avions la représentation officielle de la Hongrie. Nous savons que le parti communiste hongrois s'affermit de jour en jour. Les Balkans et les communistes français se trouvaient également représentés! Il y avait enfin toute une série d'autres groupes sur lesquels les journaux ont pu vous renseigner. Nous avons donc pleinement le droit de dire que tout ce qu'il y a de communiste en Europe se trouvait représenté à notre congrès.

L'exposé fait par le représentant d'un des plus petits pays, la Suisse, fut particulièrement caractéristique. La Suisse est en effet une république petite-bourgeoise semi-rurale. La classe ouvrière y représente le tiers de la population. Or, que s'est-il passé dans ce pays durant l'année qui vient de s'écouler? Vous connaissez bien entendu les grandes grèves qui ont eu lieu en Suisse. Il s'est formé dans ce pays un groupe communiste et des cercles locaux n'ont pas cessé de se former et de s'y réunir continuellement. A un seul congrès il a figuré jusqu'à 23 représentants d'organisations communistes. Et de simples ouvriers suisses

ont élu dans leur sein des ouvriers pour rédiger le programme communiste suisse. C'est un ouvrier, un métallurgiste de condition moyenne qui fut chargé par un groupe de ses camarades de rédiger ce programme communiste. Et il l'a rédigé (*Applaudissements*). Et il est particulièrement remarquable que ce programme, dans ses grandes lignes, est exactement le même que le nôtre. Au point de vue de rédaction il est sans doute inférieur au nôtre, que l'on critiquait hier si âprement. Mais qu'est-ce que cela peut faire?

Camarades, quand on voit se produire de pareilles manifestations qu'est-ce que cela indique? *Cet incident en apparence si infime a en réalité une importance énorme dans l'histoire de la classe ouvrière.* Il montre que l'idée du communisme est descendue dans la rue, que personne déjà n'attend plus le théoricien consacré, prédestiné à rédiger le programme, que les ouvriers le cherchent ce programme, le trouvent eux-mêmes et que chaque ouvrier considère ce travail comme sa tâche immédiate, que le communisme en d'autres termes, on peut bien le dire, déborde, déjà irrésistiblement. Chaque cercle ouvrier médite sur la question du communisme, la met à l'ordre du jour et fait de sa solution sa tâche essentielle.

La communication faite par le représentant de la Suisse n'a d'ailleurs pas été une exception et ce fait montre que nous sommes plutôt en retard qu'en avance sur les évènements, car il atteste que les organisations com-

munistes se multiplient de jour en jour. Voilà pourquoi nous avons eu la hardiesse de proclamer la III-e Internationale.

Tout d'abord, le représentant des communistes allemands insista impérieusement pour que nous nous en tenions seulement à une conférence sans nous proclamer en congrès. A ce moment les camarades autrichiens n'étaient pas encore arrivés, non plus que les représentants de la péninsule des Balkans. Le Comité Central de notre parti, après examen de la situation, tenait pour indiscutable que nous devions immédiatement constituer la III-e Internationale. Mais nous étions en même temps d'avis que du moment que les communistes allemands y étaient opposés et posaient la question sous la forme d'un ultimatum, nous ne pouvions pas admettre la moindre tension dans nos rapports avec les Spartakistes allemands. C'était en effet au lendemain des terribles pertes qu'ils avaient subies. Nous déclarâmes donc que même s'ils ont tort, nous devons céder sur cette question et une déclaration dans ce sens fut faite au nom du Comité Central de notre parti.

Pourtant, à mesure qu'arrivaient les délégués, qu'on donnait lecture de leurs rapports,—les communistes allemands se firent notablement plus conscients quant à la question, et d'autre part, nous comprenions toujours plus clairement que ne pas proclamer actuellement la III-e Internationale, c'était commettre un crime à l'égard de la classe ouvrière, c'était

commettre aussi une grande erreur. La question fut donc mise aux voix au congrès. Le représentant allemand s'abstint, mais lorsqu'on eut décidé à l'unanimité de proclamer la III-e Internationale, il se leva et au milieu des applaudissements de l'assemblée déclara: «Du moment que la conférence en a décidé ainsi, les communistes allemands seront des premiers à adhérer à la III-e Internationale» (*Applaudissements*).

Je pense, camarades, qu'en effet, dès que le Comité Central du parti communiste allemand aura la possibilité de se renseigner, il votera une résolution dans ce sens.

Quant aux travaux mêmes de la conférence ils vous sont sufisamment connus par les journaux; ils sont en général le résumé de tous les points contenus dans les résolutions de notre congrès. Nous pouvons dire que l'hégémonie, dans le domaine des idées lors de la fondation de la III-e Internationale a appartenu sans réserve au parti communiste russe et je ne sais rien dont on puisse être plus fier.

En effet, il y a deux ans à peine nous gémissions encore sous le joug de la plus infâme autocratie. Souvent même les camarades étrangers se moquaient de nous aux congrès. Ils demandaient souvent à Plékhanoff: «Dites, est-ce que vraiment dans votre pays les ours se promènent en liberté dans les rues?» A Zimmerwald encore la situation était à cet égard à peu près identique; tous doutaient que le

camarade Lénine et les autres fussent vraiment les représentants de la classe ouvrière socialiste de Russie. On nous décochait à ce sujet de «spirituelles» allusions. Axelrod et Martov faisaient complaisamment chorus avec les étrangers, affirmant: «Bien sûr, ils ne représentent personne». Tel était le tableau exact il n'y a pas si longtemps.

Maintenant nous avons de quoi être fiers. Nous avons reçu la visite de l'élite des ouvriers du monde entier, de ceux qui ont perdu récemment les nobles chefs, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, de ceux qui sont les guides des prolétaires les plus éclairés, les plus cultivés et les mieux organisés, en un mot de l'élément le plus dévoué de la classe ouvrière du monde entier et tous ces camarades ont reconnu en toute franchise que dans le domaine idéologique la direction de la révolution mondiale qui s'accomplit en ce moment sous nos yeux devait revenir au parti communiste russe.

Vous savez que le congrès a résolu la question de la plateforme de l'Internationale. Rien n'était plus facile que de fixer cette plateforme sur le papier; il suffisait en effet de résumer ce qui avait été écrit précédemment. Ensuite il fut donné lecture des thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, thèses qui constituent, à mon avis, le document le plus important de tout le congrès et aussi le document le plus important de l'histoire du socialisme international au cours

de ces temps derniers. On avait maintes fois répété chez nous qu'il fallait écrire un nouveau manifeste communiste. Si un document quelconque peut dans une certaine mesure être comparé à un manifeste communiste, ce sont précisément ces thèses formulées par le camarade Lénine et adoptées par le congrès.

Le congrès examina ensuite la question de l'attitude à adopter envers la conférence de Berne et il caractérisa cette conférence comme nous l'avions fait nous-mêmes.

Enfin la conférence discuta la question d'organisation et elle décida de constituer en vue d'un fonctionnement immédiat, un Comité Exécutif de la III-e Internationale, comprenant un représentant de chaque nation et appelé à avoir pour le moment son siège en Russie. Nous déclarâmes que c'était là une situation temporaire et nous ajoutâmes que nous serions heureux de pouvoir transférer dans le plus bref délai le siège de la III-e Internationale et de son Comité Exécutif dans une autre capitale, à Paris par exemple. Nous serions heureux s'il survenait dans cette ville des conditions susceptibles de permettre à la conférence de la III-e Internationale d'y siéger. Nous ne renonçons pas à cet espoir et les faits nous donnent toujours davantage l'assurance que cette éventualité se produira dans un avenir prochain.

Mais pour le moment, camarades—et c'est l'honneur de notre parti,—c'est chez nous, à Moscou, capitale de la République des Soviets,

que siégeront la III-e Internationale et son Comité Exécutif. De cette façon un travail encore plus grand que jusqu'à ce jour incombera à notre parti. Nous devons aider nos camarades dans l'œuvre de construction qu'ils ont à effectuer dans des conditions extrêmement pénibles. Ils ne sont pas préparés au travail illégal, non pas parce qu'ils sont d'une autre trempe que nous, mais parce que leur histoire est différente de la nôtre. Et j'estime que notre parti, si jaloux qu'il soit de ses forces, est tenu de venir matériellement en aide aux ouvriers des autres pays et de leur prêter tout l'appui nécessaire en matière d'organisation. Ce qui nous appartient, appartient en effet également à l'Internationale ouvrière tout entière.

On nous cache les faits; nous les ignorons, mais voici par exemple une communication exacte parvenue d'Angleterre. Le député Adamson, représentant des ouvriers mineurs, a déclaré à la Chambre des Communes que d'après, un calcul exact, 611.988 ouvriers s'étaient prononcés en faveur de la grève, et seulement 104.997 contre la grève. Voilà les chiffres exacts tels qu'ils ont été établis là-bas.

D'après les derniers renseignements de Berlin, Scheidemann a de nouveau «vaincu». Mais, que voyons-nous? L'exigence principale des grévistes était la reconnaissance des Soviets. Le journal de Scheidemann, le *Vorwärtz* du 4 mars de cette année, écrit: «Les ouvriers enfoncent une porte ouverte, car il n'y a maintenant aucun obstacle à cette recon-

naissance et il imprime en italique: «Le gouvernement allemand est prêt à reconnaître les Soviets et même à leur accorder des droits étendus».

Voilà la vérité. Mais, camarades, la question se pose maintenant ainsi: qui doit être reconnu et qui doit se voir accorder des droits et par qui? Je suis persuadé que les Soviets remporteront bientôt une victoire complète en Allemagne. Telles sont les communications parvenues durant ces jours derniers et actuellement en notre possession. Et ce n'est pas sans motif que le *Vorwärtz* a commencé à changer de ton au sujet de Radek qui est aux fers. Voici cet entrefilet: «On nous communique que Radek est aux fers et qu'il se voit refuser le droit d'aller à la promenade, bien que dans la prison, où il est détenu, la promenade ait lieu dans un petit préau, entouré d'un mur élevé. Si ce fait est exact et si on n'a pas à redouter qu'il s'évade, il nous semble qu'il n'y a que dans quelque localité de l'Asie spartacienne que de telles cruautés pourraient être de circonstance, mais non certes dans notre libre république allemande».

Je ne serais pas surpris si demain Scheidemann écrivait qu'au fond il n'y a aucun obstacle à la mise en liberté de Radek. Mais ces messieurs tiennent un pareil langage quand les ouvriers les saisissent au collet, ce qui arrive de jour en jour plus fréquemment.

Nous voyons clairement les conditions dans lesquelles prend naissance la III-e Internatio-

nale. La I-e Internationale a été au fond proclamée en 1847, lorsque Marx et Engels prédirent l'approche de la révolution sociale; beaucoup ont dit que Marx et Engels s'étaient trompés, que leurs prédictions ne s'étaient pas accomplies. Mais Engels répliqua: «Ce qui est étonnant ce n'est pas le fait qu'une de nos prédictions ne s'est pas réalisée, mais c'est bien qu'un si grand nombre de prédictions de Marx se soit réalisé».

La I-e Internationale a succombé en 1871, avec la Commune de Paris. La II-e Internationale a fonctionné de 1889 à 1914. Elle avait ses côtés positifs et ses côtés faibles. Elle unissait des millions d'ouvriers groupés en organisations importantes, qui par la suite ont souvent perdu leur vitalité, comme les unions professionnelles en Allemagne, mais ont tout de même donné aux classes opprimées l'impulsion qui était nécessaire à celles-ci pour qu'elles se groupassent. Les formes d'organisations ont trempé les ouvriers dans la lutte. Tôt ou tard ces organisations seront entre nos mains. La III-e Internationale naît dans des conditions tout à fait autres, alors que l'humanité entière s'épuise au milieu des horreurs de la guerre. La classe ouvrière a été saignée implacablement. Derrière elle ce sont des monceaux de cadavres. Devant elle c'est le fardeau de lourds impôts et la série des gouvernements bourgeois poussant à des guerres nouvelles. On dit qu'une cause est sûre, lorsque du sang a coulé pour elle. Eh bien! Il a

coulé pour la III-e Internationale assez de sang ouvrier!

Il n'y a pas d'édifice plus solide que celui que nous avons élevé en mars 1919 au Kremlin. C'est l'organisation qui remportera infailliblement la victoire et qui nous mènera dans un avenir rapproché à la république socialiste internationale des Soviets.

□ □ □


EDITIONS
de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE.
PETROGRAD

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE OFFICIEL DU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Paraît simultanément en Russe, Français, Allemand, Anglais.

Rédaction: Pétrograd, Smolny, cabinet de **G. Zinoviev.**
Administr.: Pétrograd, Smolny, ch. 32.

ÉDITIONS FRANÇAISES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE:

21. **René Marchand.** — Pourquoi je me suis rallié à la formule de la Révolution Sociale.
22. **G. Zinoviev.** — La III-ème Internationale.
23. **Henri Guilbeaux.** — Le Mouvement socialiste et syndicaliste en France, pendant la guerre (1914—1919).
24. **G. Zinoviev.** — N. Lénine, sa vie et son activité.
25. **Kataïa.** — La terreur bourgeoise en Finlande.
26. La Russie des Soviets et les Peuples du monde (preface de **Maxime Gorki**).
27. **L. Trotsky** et **G. Zinoviev.**—Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.
28. **Un Communiste.** — L'Œuvre des Soviets et la guerre inavouable.
29. **Un Communiste.** — Nouvelle Guerre, Nouveau Crime.
30. Aux marins des flottes anglaises et françaises.
31. **E. Sylvia Pankhurst.** — Le grand Complot contre le Socialisme russe et allemand.
32. **G. Zinoviev.** — La Révolution russe et le Prolétariat international.
33. **L. Trotsky.** — Le Gouvernement des Soviets et l'impérialisme mondial.
34. **G. Zinoviev.** — G. V. Plekhanof.
35. **L. Trotsky** et **G. Zinoviev.** — Petrograd, 1917—1919.
36. **Un Communiste.** — Comment on tente d'assassiner la Commune russe.
37, **N. Lénine.**— Les Elections à l'Assemblée Constituante et la Dictature du Prolétariat.
38. **G. Zinoviev.**—Les origines du Parti Communiste-Bolchévik russe.
39. **G. Zinoviev.** — Qu'est-ce que l'Impérialisme.
40. **N. Boukharine.** — La lutte des classes et la Révolution en Russie.
41. **O. v. Kussinen.** — La révolution en Finlande.
42. **G. Zinoviev** et **A. Lounatcharsky.** — Karl Marx
43. **G. Zinoviev.** — Aux soldats rouges.
44. Documents sur la Commune de Paris.
45. La defense et la Victoire de Petrograd rouge (Recueil de documents—Oct.—nov. 1919).
46. **N. Lénine.** — Les succès et les difficultés du Gouvernement des Soviets.

Pétrograd, 17-me Imprimerie d'État, 7 Rota, 26.

N. LÉNINE

(W. I. OULIANOV)



В. Ульянов (Ленин)